

**Royaume-Uni - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**

(New York, 06 septembre 2018)

Madame la Présidente,

Je remercie la présidence américaine d'avoir organisé cette réunion, et je remercie le Royaume-Uni pour ce point de situation très opportun sur les résultats de l'enquête britannique relative à l'exposition de trois personnes à un agent neurotoxique militaire, survenue en mars dernier à Salisbury.

Je tiens à d'abord au nom de la France à renouveler la solidarité exprimée par nos plus hautes autorités auprès de nos amis britanniques au lendemain de l'acte hostile du 4 mars. L'enquête des services de police britanniques est désormais arrivée à son terme. Je tiens à saluer la volonté de transparence du Royaume-Uni et la manière dont il a conduit ce dossier, en lien avec l'OIAC, dont je salue le travail exemplaire. Je reviendrai d'abord sur les faits, avant d'évoquer brièvement les enjeux plus généraux.

Madame la Présidente,

Les faits sont clairs : les résultats de l'enquête britannique, combinés avec ceux de l'OIAC, confirment l'analyse initiale, que nous partageons, sur l'absence d'autre explication plausible que celle d'une responsabilité de la Russie. Tout concorde aujourd'hui. Un agent chimique puissant, le Novitchok, considéré comme étant de production militaire, a bel et bien été utilisé à Salisbury contre Serguei Skripal et sa fille, et ultérieurement à Amesbury. Je relève la conclusion britannique selon laquelle une telle opération n'a pu être lancée et approuvée qu'à un niveau suffisamment élevé de l'Etat russe. Nous avons pris note de l'émission par la justice britannique de deux mandats d'arrêt à l'encontre des deux officiers de renseignement militaire russe identifiés par la police britannique et sommes disposés à coopérer avec ses services.

Madame la Présidente,

A la lumière de ces éléments très graves, je souhaite exprimer la profonde préoccupation de mon pays et réitérer notre condamnation de tels agissements, qui sont inacceptables. C'est une position que nous avons réaffirmée unanimement avec nos partenaires de l'Otan et de l'Union européenne. Ces agissements mettent en danger la sécurité de nombreux civils, ils portent atteinte à la sécurité d'un de nos plus proches alliés, ils sont contraires aux règles du droit international et ils bafouent tous les principes de coopération et de respect mutuels auxquels nous sommes profondément attachés.

Madame la Présidente,

Le recours à des armes chimiques ne doit en aucun cas être une option en ce début de siècle. La réapparition de ces armes défie notre système de sécurité collective d'une manière que nous ne pouvons accepter. Il est donc de la responsabilité de ce Conseil de protéger le régime de non-prolifération chimique, et avec lui, notre système de sécurité collective. Nous demandons à la Russie, membre de ce Conseil, de répondre à toutes les questions qui se posent.

Nous appelons également ce Conseil et tous nos partenaires, y compris la Russie, à s'engager résolument pour protéger la Convention pour l'interdiction des armes chimiques, et à réaffirmer l'interdiction de recourir à ces armes. Nous devons pour cela renforcer les moyens de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques afin de lui permettre de remplir son mandat. La mise en oeuvre de la décision adoptée par la session extraordinaire de la conférence des Etats parties, réunie en juin dernier à la suite des incidents majeurs de Douma et de Salisbury, doit constituer notre feuille de route.

Cette réunion des Etats parties à la Convention a aussi montré que la majorité de la communauté internationale partage nos inquiétudes sur le risque de remise en cause du régime de non-prolifération chimique et soutient le principe d'un renforcement des moyens de protection de la Convention.

Il est crucial dans ce contexte de doter la communauté internationale d'un mécanisme d'enquête et d'attribution pour tous les cas d'emploi d'armes chimiques en Syrie. Un tel instrument est essentiel à la protection du régime chimique et nous avons de longue date encouragé la Russie à s'engager sur cette voie. Nous y reviendrons cet après-midi à l'occasion de notre réunion sur la Syrie.

Madame la Présidente,

Comme l'a rappelé récemment le Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron, la mobilisation et la détermination de la France en faveur de la protection du régime de la convention sur les armes chimiques sont entières. Et notre détermination est totale. Nous venons de le réaffirmer conjointement avec nos partenaires britanniques, américains, allemands et canadiens. Dans le même esprit, nous souhaitons que l'Union européenne se dote d'un régime de sanctions contre les individus et entités impliqués dans la prolifération et l'usage d'armes chimiques. Vous pouvez compter sur l'engagement plein et entier de la France en ce sens.

Je vous remercie./.